

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 05/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES CARRIERES COMTOISES (L2C)**

9 route d'Audincourt - VOUEAUCOURT  
BP 13119  
25400 Audincourt

Références : UID257090/SPR/YR/2024-1128A  
Code AIOT : 0005901486

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement LES CARRIERES COMTOISES (L2C) implanté Lieu-dit La Cude 25112 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CARRIERES COMTOISES (L2C)
- Lieu-dit La Cude 25112 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0005901486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une carrière de roche massive. Le tonnage annuel autorisé est de 240 000 t/an en moyenne et 280 000 t/an au maximum. L'autorisation de la carrière est de 30 ans avec une échéance le 13/12/2048.

La carrière est également autorisée à accueillir des déchets inertes à hauteur de 54 000 t/an.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Aménagement t préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 ; 13	Demande d'action corrective	4 mois
6	Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
14	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1.2	Sans objet
4	Information des riverains	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.3.2	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
7	Mise en place de merlons écrans à l'Est et au Sud de la carrière	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.4	Sans objet
8	Aire étanche et effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 5.2.5 ; 5.2.6 ; 5.2.8 ; 9.2.3	Sans objet
9	Mesures liées à la protection du captage d'eau potable de Fourbanne	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 5.1.4.1	Sans objet
10	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des niveaux de vibrations	article 7.3.1 ; 9.2.5	
11	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.4	Sans objet
12	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 ; 19.7 ; 19.8	Sans objet
13	Déchets extérieurs admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie et entretenue.

L'exploitant doit toutefois transmettre un nouvel acte de cautionnement suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 18/03/2024. Il doit également assurer un entretien régulier de la clôture et vérifier que les DAP pour les déchets inertes sont correctement renseignées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume total de matériaux (stériles compris) autorisé à extraire et à traiter est 3 500 000 m<sup>3</sup> de calcaires du Bathonien et du Bajocien supérieur (densité 2,45).</p> <p>Sur une période correspondant à chacune des 6 phases, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits commercialisables ne dépasse pas 240 000 tonnes par an.</p> <p>Les matériaux sont abattus par tirs de mines, puis repris au pied du front de taille par des engins de chantier pour être acheminés vers l'installation de traitement (primaire et secondaire).</p> <p>En sortie de traitement, les matériaux produits sont stockés à l'aplomb des sauterelles ou repris par des chargeuses pour constituer des stocks pour des demandes importantes. Ils sont ensuite évacués par camions vers les différents sites d'utilisation.</p> <p>La quantité annuelle moyenne de déchets inertes provenant de l'extérieur est limitée à 54 000 tonnes.</p> <p>Ces matériaux sont utilisés avec les stériles d'extraction non valorisables en tant que remblais dans le cadre de la remise en état du site. Une partie des déchets inertes extérieurs pourra être utilisée à des fins de recyclage (déchets inertes valorisables).</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant déclare les quantités extraites et les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière régulièrement sous l'application GEREP. Les quantités déclarées sont nettement inférieures aux quantités autorisées.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devait déclarer à la fois la quantité extraite (TP1) et la quantité de matériaux expédiés (TP4).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous. La phase 1 mentionnée dans le tableau débute à l'année 2021.</p> <p>Pour la phase 1 (5 ans), le montant minimal est de 639 092 euros.</p> <p>Le montant des garanties financières est calculé en prenant en compte l'indice TP01 de novembre 2023 de 130,3 (paru au JO du 17janvier 2024) et un taux de TVA de 20 %. Il est établi en se basant sur le coût des opérations de remise en état du site après exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 580 280 euros pour l'ancienne phase 2. La caution actuelle a pris effet le 14/12/2023 et se termine le 13/12/2028.</p> <p>Le montant des garanties financières a été réévalué suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 18/03/2024. L'exploitant n'a pas transmis de nouvelles garanties financières pour la nouvelle phase 1 (2021-2026).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'exploitant un nouvel acte de cautionnement d'un montant de 639 092 euros pour la nouvelle phase 1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 3 : Aménagement préliminaires

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4 ; 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement préliminaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p><b>Article 4 :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p><b>Article 13 - clôture</b></p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence d'un panneau à l'entrée de la carrière avec la référence de l'arrêté d'autorisation du 13/12/2018, cependant il ne fait pas référence au dernier arrêté complémentaire du 18/03/2024.</p> <p>Il a été constaté la présence d'une clôture, l'exploitant a assuré que celle-ci était disposée tout le long du périmètre de la carrière. Des pancartes sont disposées pour signaler la présence de la carrière. Dans la partie Sud de la carrière, il a été constaté que sur des petites parties la clôture n'était plus visible et entièrement recouverte par la végétation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit ajouter sur le panneau à l'entrée de la carrière, la référence à l'arrêté complémentaire du 18/03/2024.</p> <p>L'exploitant doit assurer un entretien régulier de la clôture pour interdire tout accès à la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 4 : Information des riverains**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Information des riverains</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale et les riverains. Le préfet et l'inspection des installations classées sont informés de la tenue de chaque réunion.</p>

La commission se réunit au moins une fois par an durant les phases 1 et 2 de l'exploitation puis à chaque changement de phase sur convocation de l'exploitant. L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions du présent arrêté et les résultats de la surveillance réalisée en application du présent titre depuis la précédente réunion.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que la dernière commission locale de concertation et de suivi (CLCS) avait eu lieu le 19/09/2024. Il a indiqué que lors de cette CLCS il n'avait pas été formulé de remarques particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.  Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière daté du 31/10/2024, celui-ci n'appelle pas de remarques particulières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'épaisseur d'extraction maximale est de 50 mètres et la côte minimale d'extraction est de 376 mètres NGF. Les fronts de taille sont constitués de 4 gradins de 15 mètres maximum de hauteur chacun ; ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 20 à 30 mètres de largeur en exploitation et réduite à 7 ou 10 mètres lors du réaménagement à la fin de l'extraction.

<b>Constats :</b>
<p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale de la carrière est de 375,10 m NGF sur une petite zone soit inférieure à la cote minimale de 376 m autorisée. Cette remarque avait déjà été faite suite aux dernières inspections de 2022 et 2023. L'exploitant a indiqué que cette zone avait été extraite il y a plusieurs années et qu'il n'y avait plus d'extraction dans cette zone.</p> <p>L'exploitation de la carrière est actuellement réalisée dans la partie Sud de la carrière.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit s'assurer que la cote minimale de 376 m NGF ne soit pas à nouveau dépassée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Mise en place de merlons écrans à l'Est et au Sud de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place de merlons écrans à l'Est et au Sud de la carrière
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès le début de la phase 1 de l'exploitation, l'exploitant met en place un merlon d'une hauteur de 2 mètres, planté d'une haie variée, sur le périmètre Sud de l'extension de la carrière.</p> <p>L'exploitant, durant les phases 1 et 2, maintient et reboise le merlon situé en limite Est du périmètre de la carrière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence d'un merlon sur le limite Sud de la carrière au niveau de la zone d'extraction actuelle. Le merlon s'arrête au niveau de la zone boisée qui n'a pas encore été défrichée.</p> <p>Il a été constaté que la végétation avait repris sur le merlon situé en limite Est de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Aire étanche et effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 5.2.5 ; 5.2.6 ; 5.2.8 ; 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 5.2.5 Entretien et conduite des installations de traitement</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent.</p>



Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des contrôles, mesures et paramètres de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

#### Article 5.2.6 Localisation des points de rejet

Le rejet d'eau est issu du séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche et s'effectue au sein de la carrière dans le milieu calcaire karstique au droit du remblai Est de la carrière au point de coordonnées Lambert 93 :

X=901 180 ; Y=268 943 ; Z=394

#### Article 5.2.8 Mesures complémentaires

Les engins mobiles à roues et à moteurs sont stationnés sur l'aire étanche susmentionnée.

#### Article 9.2.3 Surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres surveillés : Matières en suspension ; Demande Chimique en Oxygène sur l'effluent non décanté ; Hydrocarbures totaux (HCT)

Type de suivi : Instantanée ou moyen sur 24 heures

Périodicité de la mesure : Annuelle

#### Constats :

La dernière mesure des rejets des eaux pluviales transitant sur l'aire étanche a été réalisée le 03/10/2023 par la société Ldcontrôles. Cette mesure a été réalisée en sortie du débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Les eaux pluviales sont ensuite infiltrées dans le sol. Les résultats de cette mesure n'appellent pas d'observations.

L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle mesure des rejets avait été réalisée au mois d'octobre 2024 mais qu'il ne disposait pas encore des résultats.

L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage du séparateur d'hydrocarbures était réalisé 2 fois par an, le justificatif du dernier nettoyage par la société Bordy daté du 09/10/2024 a été présenté.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de nous transmettre les résultats de la dernière mesure des rejets aqueux réalisée en octobre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Mesures liées à la protection du captage d'eau potable de Fourbanne

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 5.1.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure d'alerte et de gestion en cas d'incident ou de risque de pollution des eaux, avec le gestionnaire du captage d'eau potable de Fourbanne et l'Agence Régionale de Santé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la procédure d'alerte en cas d'incident ou de risque de pollution des eaux. Celle-ci est affichée dans les locaux du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Surveillance des niveaux de vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 7.3.1 ; 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.3.1 Dispositions générales A titre informatif, les dispositions applicables en matière de prévention des nuisances de vibrations sont notamment celles édictées à l'article 22 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, est réduite à 5 mm/s.  Article 9.2.5 Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs des mines est réalisé dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation, lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, et au moins une fois par an. Les points de mesures sont ceux situés à proximité des constructions les plus proches.  Article 9.2.5.1 Mesures liées à la proximité de l'oléoduc Les mesures de sécurité suivantes s'appliquent pour le pipe-line situé au Nord-Ouest de la carrière. La vitesse particulière mesurée sur le pipeline pour chaque tir de mines ne doit pas dépasser 50 mm/s. L'exploitant met en place un suivi des mesures de vibrations au niveau du pipe-line (registre) tenu à disposition du gestionnaire du pipeline, de la DREAL et des services de secours (SDIS, sécurité civile).  Article 9.2.5.2 Mesures liées à la proximité du pylône du Réseau de Transport d'Électricité Un suivi des vibrations est réalisé à chaque tir de mines au niveau du pylône RTE le plus proche au Sud de la carrière quand le front d'exploitation se rapproche du pylône dans la zone d'extension Sud de la carrière. En cas de dépassement de la valeur maximale de vibrations, 10 mm/s, le plan de tir est adapté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les plans de tir des 3 tirs de mines réalisés en 2024. Les tirs de mines ont

été réalisés dans la partie Sud de la carrière.

Une mesure de vibrations est réalisée pour chaque tir de mine au niveau de l'habitation la plus proche située au Sud de la carrière. La vitesse maximale des vibrations était de 0,45 mm/s pour le tir du 21/02/2024, de 2,79 mm/s pour le tir du 19/07/2024 et de 2,98 mm/s pour le tir du 14/10/2024.

Une mesure de vibration a également été réalisée au niveau du pylône RTE pour le tir du 21/02/2024, le sismographe ne s'est pas déclenché pour ce tir de mine.

Les tirs de mines étant réalisés en direction du Sud à l'opposé de l'oléoduc, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas fait réaliser de mesure de vibration au niveau du pipe-line pour les 3 derniers tirs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Surveillance des émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation et ensuite, à chaque changement de phase d'exploitation, et lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. Les points de mesure sont ceux utilisés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation environnementale.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les résultats de la dernière analyse des émissions sonores, celle-ci a été réalisée les 6 et 7/11/2024 par la société Ldcontrôles.

La mesure a été réalisée sur 7 points de contrôles, 3 points en limite de la carrière et 4 points au niveau des ZER les plus proches. L'analyse des résultats montrent le respect des seuils réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Surveillance des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 ; 19.7 ; 19.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Article 19.6.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation,

sous les vents dominants (b) ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### Article 19.7.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

#### Article 19.8.

Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

#### Constats :

L'exploitation a transmis les résultats des dernières mesures de retombées de poussières réalisées en 2023 et en 2024. Les mesures sont réalisées par la société Idcontrôles sur 5 points de mesure : un point témoin, deux points au niveau des habitations les plus proches et 2 points en limite de la carrière.

Les dernières mesures ont été réalisées en septembre 2023, en novembre 2023 et en mars 2024. Pour les points de mesure situés au niveau des habitations les plus proches, la retombée maximale de poussières était de 128 mg/m<sup>2</sup>/j .

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 6.1.2 Déchets extérieurs admis sur le site La nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site sont celles prévues au chapitre 10.5 du Tome 1 « Document administratif et mémoire technique » référencé Rapport n°14012301B.V3 décembre 2016 composant la demande d'autorisation.</p> <p>Art 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/94 III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets inertes apportés dans la carrière sont principalement des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement.</p> <p>A l'arrivée dans la carrière, les déchets inertes font l'objet d'un contrôle puis sont acheminés vers le stockage des déchets. Les déchets sont ensuite déchargés sur une plateforme puis sont poussés vers la zone de stockage définitive.</p> <p>La zone de stockage des déchets n'appelle pas de remarques particulières.</p> <p>Le plan d'exploitation de la carrière permet de localiser la zone de remblais des déchets inertes.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi des entrées des déchets inertes, celui-ci est réalisé sous format informatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Document d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents d'acceptation préalable (DAP) sont gérés de manière dématérialisée via un logiciel mis en place par le groupe Eurovia. Avant l'arrivée des déchets sur le site, les producteurs de ces déchets indiquent les caractéristiques des déchets via ce logiciel, l'exploitant valide ensuite les déchets pouvant être acceptés dans la carrière.</p> <p>Un contrôle des DAP a été réalisé par sondage.</p> <p>Certaines DAP indiquent que les déchets inertes sont destinés à du <i>recyclage</i>, or les déchets inertes entrants dans la carrière sont tous destinés au <i>remblaiement</i> de celle-ci.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les DAP sont correctement renseignés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>